
1917

*Paru pour la première fois
en 1922, dans la revue
«Prolétarskaïa Révolioutsia » n°
10
Conforme à l'exemplaire
manuscrit du procès-verbal*

*Œuvres t. 26, pp. 286-287,
Paris-Moscou,*

Lénine

Interventions à la séance du comité central du P.O.S.D.(b)R.

1er (14) novembre 1917

Procès-verbal



Le camarade Lénine estime qu'il faut mettre fin sur-le-champ à la politique de Kaménev. Il ne s'agit pas d'avoir en ce moment des conversations avec le Vikjel [1]. Il faut diriger des troupes sur Moscou. Il propose une résolution sur le Vikjel. Le Vikjel ne fait pas partie du Soviet et il est impossible de l'y admettre ; les Soviets sont des organismes exprimant la volonté des masses alors que le Vikjel n'a pas leur soutien.



Le camarade Lénine estime que les pourparlers devaient être une sorte de couverture diplomatique pour les actions militaires. La seule décision qui soit juste, ce serait de réduire à néant les hésitations des hésitants et d'être soi-même résolu. Il faut aller au secours des Moscovites ; alors, notre victoire est assurée.



Le camarade Lénine. C'est une question fondamentale, et il est temps d'en finir avec les hésitations. Il est clair que le Vikjel est partisan des Kalédine et des Kornilov. Il n'est pas possible d'hésiter. Nous avons pour nous la majorité des ouvriers, des paysans et de l'armée. Personne ici n'a prouvé que les masses soient contre nous ; on est soit avec les agents de Kalédine, soit avec les masses. Nous devons nous appuyer sur les masses, nous devons envoyer des propagandistes dans les campagnes. On a proposé au Vikjel de fournir des troupes à Moscou, il a refusé, nous devons en appeler aux masses, et elles le répudieront.

Notes

Les notes rajoutées par l'éditeur sont signalées par [N.E.]

[1]. Il s'agit de la participation des bolchéviks aux pourparlers du Vikjel (Comité exécutif du syndicat des cheminots de Russie) sur la composition du gouvernement.

Après la victoire de la Révolution d'Octobre, le Vikjel, qui était dirigé par les menchéviks et les s.-r., devint un centre de la contre-révolution à Pétrograd. Le 29 octobre (11 novembre), le Vikjel adopta une résolution sur la nécessité de former un «gouvernement socialiste homogène» comprenant les représentants de tous les partis «depuis les bolchéviks jusqu'aux socialistes-populistes». Des pourparlers sur la composition du gouvernement s'ouvrirent le même jour au Vikjel. Y prirent part des représentants des menchéviks-jusqu'aboutistes, des menchéviks internationalistes, des s.-r. de droite, des s.-r. de gauche, de l'Union des employés des PTT, de la Douma de Pétrograd, du Conseil exécutif du Soviet des députés paysans, etc. Le C.C. du Parti bolchévik estima possible la participation aux pourparlers en soulignant que les négociations sur l'élargissement du gouvernement et du Conseil exécutif central de Russie devaient se baser exclusivement sur la reconnaissance du programme d'action du pouvoir soviétique adopté au IIe Congrès des Soviets. Le C.C. du parti délégua [Kaménev](#) et [Sokolnikov](#) à cette conférence. Le Conseil exécutif central y envoya D. Riazanov et d'autres de ses représentants.

Les menchéviks et les s.-r. espéraient occuper les postes responsables au gouvernement de coalition et s'en servir pour la lutte contre la dictature du prolétariat. A la conférence et aux séances de la commission de conciliation désignée par la conférence, ils exigèrent de cesser la résistance aux troupes de Kérenski, de remplacer le Conseil exécutif central de Russie par un «Conseil populaire» dans lequel le rôle prépondérant reviendrait aux représentants du Conseil exécutif du Soviet des députés paysans de Russie, des doumas municipales et d'autres organisations dirigées par les conciliateurs. Ils proposèrent de former un gouvernement présidé par Tchernov ou Avksentiev. Les représentants des bolchéviks à la conférence adoptèrent une attitude conciliatrice et ne protestèrent pas contre la discussion des propositions des menchéviks et des s.-r.

La question des pourparlers avec le Vikjel et l'attitude des délégués bolchéviks furent examinées en réunion du C.C. du parti le 1er (14) novembre. La majorité des participants désapprouva la politique de conciliation et proposa soit d'interrompre les pourparlers soit d'y signifier un ultimatum. Kaménev, Milioutine, [Rykov](#), [Riazanov](#) insistèrent sur la poursuite des pourparlers. La résolution adoptée par le C.C. soulignait que les partis conciliateurs menaient des pourparlers dans le but de saper le pouvoir des Soviets. Par conséquent, le C.C. n'autorisait ses délégués à prendre part à la séance où devait se décider la question du pouvoir qu'à la seule fin de dénoncer l'inconsistance des tentatives de former un gouvernement de coalition et de rompre définitivement les pourparlers. Dans la soirée du 1er (14) novembre, la marche des pourparlers fut examinée à une séance du Comité exécutif central de Russie qui adopta la résolution formulée par le groupe bolchévik dans l'esprit de la décision votée par le C.C. le 1er (14) novembre. Pourtant, le groupe d'opposition comprenant Kaménev, [Zinoviev](#), Rykov, Milioutine, Larine, Riazanov et d'autres, qui adoptèrent une attitude opportuniste de droite, contrecarrait la décision du C.C. Le 2 (15) novembre, le C.C. adopta une résolution sur la question de l'opposition à l'intérieur du C.C. (voir : [Résolution du comité central du P.O.S.D.\(b\)R. sur la question de l'opposition à l'intérieur du comité central](#)). A la séance du Comité exécutif central de Russie tenue dans la nuit du 2 (15) au 3 (16) novembre, après l'intervention des s.-r. de gauche qui insistaient sur la révision de la décision prise par le C.E.C.R. sur les conditions de l'accord, Kaménev et Zinoviev réussirent à faire voter une résolution qui contredisait la résolution du C.C. du 2 (15) novembre et qui

prévoyait un remaniement du gouvernement ne laissant aux bolchéviks que la moitié des sièges. Les opposants votèrent au Conseil exécutif central pour cette résolution.

Après l'ultimatum que la majorité du C.C. présenta le 3 (16) novembre à l'opposition minoritaire (voir : [Ultimatum de la majorité du comité central du P.O.S.D.\(b\)R. à la minorité](#)), Kaménev, Zinoviev, Rykov, Milioutine et Noguine quittèrent le C.C. ; les trois derniers et Tégorovitch démissionnèrent du Conseil des Commissaires du peuple. Ils furent soutenus par Riazanov, Larine et certains autres responsables des Soviets. Le 5 ou le 6 (18 ou 19) novembre, le C.C. invita de nouveau Kaménev, Zinoviev, Riazanov, Larine, qui critiquaient les décisions du C.C. dans les organisations sans-parti, à cesser immédiatement leur activité désorganisatrice (voir [Le comité central du Parti Ouvrier Social-Démocrate \(bolchévik\) de Russie](#)). Le 7 (20) novembre, le C.C. du parti publia dans la *Pravda* un appel à tous les membres du parti et à toutes les classes laborieuses de Russie dans lequel il qualifia les opposants de jaunes de la révolution, de traîtres aux principes du bolchévisme (voir [Le comité central du Parti Ouvrier Social-Démocrate \(bolchévik\) de Russie](#)). [N.E.]
